



HAL
open science

Jeunes et dispositifs participatifs au Maroc Usages du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate

Mustapha El Mnasfi

► **To cite this version:**

Mustapha El Mnasfi. Jeunes et dispositifs participatifs au Maroc Usages du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate. Sociétés Plurielles, 2021, S'Expatrier, Exaptriate (4), 10.46298/societes-plurielles.2021.8425 . hal-03323291

HAL Id: hal-03323291

<https://hal.science/hal-03323291>

Submitted on 20 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial | 4.0 International License

ARTICLE

JEUNES ET DISPOSITIFS PARTICIPATIFS AU MAROC
USAGES DU CONSEIL DES JEUNES DE
LA VILLE DE OUARZAZATE

Mustapha EL MNASFI

Sociétés Plurielles, n° 4
S'expatrier

Les **PresSES de l'Inalco** publient des ouvrages scientifiques et des revues qui associent aires culturelles et champs disciplinaires.

EXIGENCE DE QUALITÉ avec des évaluations en double aveugle ;

OPEN ACCESS : diffusion internationale et ouvrages toujours disponibles ;

LICENCES D'ÉDITION SOUS CREATIVE COMMONS pour protéger les auteurs et leurs droits ;

PUBLICATIONS MULTISUPPORTS ET ENRICHISSEMENTS sémantiques et audio-visuels ;

MÉTADONNÉES MULTILINGUES : titres, résumés, mots-clés.

L'offre éditoriale s'organise autour de collections aires géographiques (AsieS, EuropeS, AfriqueS, MéditerranéeS, TransAireS, AmériqueS, OcéanieS) et de séries correspondant à des regroupements disciplinaires (langues et linguistique, sciences humaines et sociales, arts et lettres, sciences politiques, économiques et juridiques, oralité, traduction).

Les **PresSES de l'Inalco** éditent de nombreuses revues : *Cahiers balkaniques*, *Cahiers de littérature orale*, *Cipango*, *Cipango – Japanese studies*, *Études océan Indien*, *Études finno-ougriennes*, *Slovo*, *Sociétés Plurielles*, *Yod*.

Sociétés plurielles

S'expatrier

Numéro 4 – Année 2020

Jeunes et dispositifs participatifs au Maroc

Usages du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate

Mustapha EL MNASFI

Enseignant-chercheur à l'université Moulay Ismaïl de Meknès (Maroc),
chercheur associé à l'IREMAM (France)

Dans un contexte marqué par des contestations populaires dans le monde arabe dont les jeunes ont été le principal acteur, les pouvoirs publics au Maroc ont adopté une révision constitutionnelle, promulguée le 29 juillet 2011. Celle-ci a donné lieu à une constitutionnalisation de la participation des jeunes dans la gestion des affaires publiques¹.

Ce nouveau contexte a encouragé les jeunes, notamment ceux et celles engagés dans des associations de quartiers, à se mobiliser pour créer des conseils des jeunes. Ces derniers peuvent être considérés comme une nouvelle forme de « participation » qui vise à associer les jeunes à l'élaboration des politiques publiques locales. Les conseils de jeunes sont un dispositif de démocratie participative qui a pour vocation de favoriser l'implication des jeunes dans la vie

1. La Constitution marocaine révisée insiste, dans son article 33, sur l'impératif pour les pouvoirs publics de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'encourager la participation des jeunes au développement du pays, mais sans que ce même article prévoie cette participation à travers la création des conseils des jeunes.

publique locale, par le renforcement du dialogue avec les acteurs étatiques au niveau local et national².

Ces conseils mobilisent des jeunes marocains âgés de 15 à 35 ans. Leur objectif est de renforcer l'engagement des jeunes et leur influence directe sur les politiques publiques qui les concernent. Pour devenir membre, il faut avoir moins de 35 ans et être adhérent d'une association locale. Le conseil des jeunes se constitue au niveau de la province/préfecture pour un mandat qui ne doit pas dépasser quatre ans. Son président ainsi que les autres membres s'adressent aux représentants des pouvoirs publics locaux et services extérieurs de l'État³.

Les recherches sur les conseils des jeunes renvoient aux travaux réalisés sur le lien entre dispositifs participatifs et politiques publiques. Plusieurs travaux ont traité la question des jeunes au Maroc ; ils ont interrogé notamment les questions des jeunes comme *leadership* rural (Kadiri & Errahj, 2015), la place de cette catégorie dans la vie politique nationale (Chattou, 2015)⁴ et la participation contestataire des jeunes (Bono, 2013). Malgré l'importance de ces travaux, ceux-ci ne traitent pas directement les mécanismes participatifs mis en œuvre par les pouvoirs publics en faveur de la participation des jeunes dans l'élaboration des politiques publiques.

Notre étude se propose, en complément de ces travaux, d'analyser d'une part la participation citoyenne institutionnalisée des jeunes dans l'action publique locale, et d'autre part de contribuer aux débats sur les transformations sociales et politiques en cours au Maroc.

L'objectif est de chercher à comprendre les effets d'un dispositif qualifié de participatif sur les jeunes ainsi que sur l'action publique locale. L'étude de l'expérience du conseil des jeunes à Ouarzazate permet d'analyser les effets sociaux et politiques de la reconfiguration de la catégorie sociale des jeunes sous l'influence d'un dispositif participatif qui n'est autre que le conseil des jeunes.

Il est question ici d'interroger les usages du conseil des jeunes par les acteurs de l'action publique⁵. Cela interroge la manière avec laquelle les dispositifs

2. Voir le site de l'association « Solidarité Laïque ». Celle-ci, comme nous allons le démontrer ultérieurement, a joué un rôle d'accompagnateur des jeunes pour créer leurs conseils : <https://www.solidaritelaique.org/pro/solidaritelaique/notreaction/soutenirlessocietesciviles/programmeconcertemaroc/>.

3. Ils s'adressent notamment aux représentants du pouvoir central, élus locaux et délégués ministériels.

4. Voir dans ce cadre un numéro thématique Hors-Série portant sur « Les jeunes ruraux » publié dans la revue *Alternatives rurales* : <http://alternativesrurales.org/horsseriejeunesruraux/>.

5. GOURGES, 2012.

participatifs élargissent le cercle des acteurs et transforment leur cadre d'action⁶. Dans ce cadre, ce dispositif des conseils des jeunes pourrait renvoyer, comme le souligne Laurence Bherer, à une transformation profonde de l'action publique⁷.

Les nouvelles formes de participation, comme par exemple celles prévues par les conseils des jeunes, peuvent selon Marion Carrel être pensées d'une part comme des instruments pour tester la libéralisation de la société, afin de vérifier si les différentes formes de participation ont donné lieu à plus d'ouverture au niveau des libertés publiques, et d'autre part comme des technologies visant à canaliser les mécontentements populaires ainsi que des lieux où une contestation de l'ordre établi peut trouver à s'exprimer voire à se renforcer⁸. Dans ce cadre, il serait intéressant d'observer ces nouvelles formes de participation dans un contexte différent des pays qualifiés de démocratiques ; le Maroc constitue dans ce sens un intéressant champ d'observation dans un contexte marqué par les transformations politiques et sociales que connaît ce pays.

À partir de l'analyse au niveau local du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate et, au niveau national, de la coordination nationale des conseils des jeunes⁹, cet article vise à traiter la question suivante : comment les conseils des jeunes transforment-ils les jeunes qui y participent, mais également comment ces derniers parviennent-ils à influencer l'action publique locale ?

La question du lien entre jeunes et politiques publiques est liée à l'usage des dispositifs publics par cette catégorie sociale. Elle interroge ainsi sur la façon dont les dispositifs publics font usage de la catégorie sociale des « jeunes », pour définir non seulement leur cible d'intervention, mais aussi des intervenants dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Il est question ici de chercher à comprendre comment des acteurs qui contestent ouvertement un ou plusieurs aspects de l'intervention publique finissent par devenir acteurs de cette même politique publique (Le Naour, 2005). Cette question renvoie d'une part aux modifications qu'engendre l'entrée des jeunes, via leurs conseils, sur eux et sur ces derniers, et d'autre part à la façon avec laquelle « la participation à l'action publique transforme les individus et les groupes qui sont amenés à revoir les objectifs fixés initialement par chacun pour en adopter de nouveaux, communs à l'ensemble des partenaires » (Le Naour, 2005, p. 28).

6. BHERER, 2011.

7. *Ibid.*

8. CARREL, 2013, p. 48.

9. Cette coordination nationale regroupe tous les conseils des jeunes au niveau national.

L'hypothèse à démontrer dans ce cadre, à partir d'une expérience du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate, est que les jeunes qui contestent la stratégie d'une politique publique locale finissent par accepter cette stratégie suite à leur entrée dans l'action publique locale.

Cette recherche s'appuie sur le recueil de données qualitatives issues d'une dizaine d'entretiens semi-directifs réalisés, entre mai 2017 et mai 2019, auprès de membres de la coordination nationale des conseils des jeunes, de jeunes mobilisés autour du conseil des jeunes et d'élus locaux dans une ville ayant une situation socio-économique différente des grandes métropoles marocaines : Ouarzazate. La méthodologie de l'entretien semi-directif poursuit surtout un objectif de compréhension de la réalité observée, par l'analyse des actions et des interactions des acteurs pris en situation. Dans ce cadre, nous avons réalisé dans un premier temps des entretiens avec des représentants de la coordination nationale des conseils des jeunes, dont le président de cette coordination. Ensuite nous nous sommes rendus deux fois, entre 2018 et 2019, dans la ville de Ouarzazate pour réaliser des entretiens avec les jeunes membres du conseil des jeunes de la ville ainsi qu'avec des élus locaux de cette même ville.

Cet article se propose de démontrer, dans un premier temps, la genèse du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate et comment les contextes national et international ont joué un rôle dans l'élargissement de ce dispositif. Il est opportun dans ce cadre d'étudier dans un premier temps le rôle joué par des acteurs étrangers dans la circulation de ce dispositif, ainsi que de démontrer comment le contexte politique régional du « printemps arabe » et sa déclinaison marocaine qu'a été le « Mouvement du 20 février » ont joué un rôle dans l'élargissement de ce dispositif. Dans un second temps, nous allons démontrer que la composition du conseil des jeunes à Ouarzazate est hétérogène ; une partie de l'analyse sera focalisée sur le niveau national à travers l'analyse de la composition de la coordination nationale des conseils des jeunes. Puis, nous démontrerons dans un troisième temps l'existence d'un rapport conflictuel entre les membres du conseil des jeunes à Ouarzazate et les élus locaux. Enfin, nous comptons démontrer comment les revendications des jeunes qui composent le conseil de la ville de Ouarzazate sont modifiées suite à leur entrée, via leur conseil, dans l'action publique.

Genèse des conseils des jeunes à Ouarzazate, entre circulation des dispositifs et exigence constitutionnelle

La province de Ouarzazate se trouve dans le sud-est du royaume. Elle est divisée en quatre arrondissements et s'étend sur 3 700 ha, soit 50 km² (Décret n° 2.01.1868) avec une population de 70 875 habitants selon le recensement général de la

population et de l'habitat de 2014¹⁰. En 2016, cette ville a connu la création d'un conseil des jeunes par des jeunes associatifs. Ceux-ci ont organisé des élections pour élire les membres du bureau et discuter du statut de leur conseil. Les membres de ce conseil ont décidé de ne rattacher leur structure à aucune tendance politique.

Comme le souligne le président du conseil des jeunes à Ouarzazate, celui-ci a pour objectif de mener des actions de plaidoyer, de suggérer et de proposer des solutions concernant les jeunes de la province de Ouarzazate et les problèmes dont ils souffrent. Ceci explique que ces jeunes prennent leur conseil comme un organe alternatif à toute tendance politique. Cela renvoie à l'usage de ce conseil par ces jeunes et comment ces derniers perçoivent leur conseil comme un lieu de rencontre entre eux, mais aussi comme un outil pour défendre leurs propres intérêts.

Notre conseil s'appelle « Conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate », il a été créé en 2016 par des jeunes de la ville à travers des élections que nous avons organisées, et on a pris la décision pour qu'il soit indépendant de toute tendance politique. Le conseil a un rôle de plaidoyer et de suggérer des propositions et des solutions qui concernent les jeunes¹¹.

La création du conseil des jeunes à Ouarzazate est influencée par un contexte national marqué par la constitutionnalisation de la participation des jeunes dans la gestion des affaires publiques, ainsi que par un contexte international marqué par la circulation et le transfert des dispositifs des pays dits du « nord » vers ceux dits du « sud ». Ceci interroge par ailleurs l'histoire de l'entrée des jeunes marocains dans les arènes politiques nationales.

En effet, à l'époque du roi Hassan II (de 1961 à 1999) le Maroc a connu de longues périodes de tensions sociales et politiques, notamment dans les années 1970 et 1980. Durant ces périodes, ce pays a vécu les « années de plomb », marquées par le conflit entre les anciens opposants et le roi. Ces périodes ont connu la montée sur le devant de la scène des mobilisations antisystème des jeunes ainsi que celle du taux de chômage de cette catégorie sociale. L'année 1999 a connu l'arrivée d'un nouveau monarque, Mohammed VI, et fut marquée par l'annonce d'un ensemble de promesses centrées sur le « nouveau concept de l'autorité ». Celui-ci exige un contact direct avec les citoyens et un traitement sur le terrain de

10. Voir une présentation de la ville sur le site du réseau euroméditerranéen : <http://www.reseaeuromed.org/fr/ville/membre/ouarzazate/>.

11. Entretien avec le président du conseil, Ouarzazate, le 05 mai 2019.

leurs problèmes en les associant à la recherche de solutions appropriées¹². En 2005, le monarque a annoncé le lancement de la politique sociale de l'Initiative nationale pour le Développement humain (INDH). Cette nouvelle politique a encouragé la participation des citoyens, notamment des jeunes, dans l'élaboration des projets de développement au niveau local. Cela peut expliquer le nouveau contexte politique et social favorable à la participation. Sur ce point, Myriam Catusse et Frédéric Vairel soulignent que depuis l'arrivée du nouveau roi, « les acteurs de la décision publique se multiplient, les institutions publiques se transforment, les mouvements revendicatifs décuplent¹³ ». Cela explique que ce nouveau contexte a encouragé les jeunes à s'engager dans des associations et à se mobiliser pour plaider en faveur de leurs préoccupations.

Comme cela a été souligné dans l'introduction du présent article, la constitutionnalisation de la participation des jeunes a vu le jour en 2011. Celle-ci a encouragé le gouvernement marocain à lancer en 2012 un appel au dialogue national pour la jeunesse, ce qui a donné lieu en 2014 au lancement de la « stratégie nationale intégrée de la jeunesse » et à l'élaboration de la loi organique relative à la création du Conseil national des jeunes et de l'action associative. Cela montre que la catégorie des jeunes est devenue une cible des autorités publiques pour les intégrer dans les processus de développement du pays, à travers des mécanismes comme celui du conseil des jeunes.

L'histoire des conseils des jeunes au Maroc a débuté en 1999, qui fut l'année du Maroc en France. Il s'agit de présenter en France « la diversité de la culture marocaine dans ses différentes formes d'expression¹⁴ ». À cette occasion, un accord de coopération est signé en 2002 entre la France et le Maroc qui vise à encourager les associations de la société civile française à se mobiliser pour lancer le Programme concerté Maroc (PCM), en faisant appel aux partenaires marocains avec lesquels elles travaillent de longue date¹⁵. Le PCM a pour objectif de soutenir la création de cadres de dialogue et de concertation pérennes entre jeunes, organisations de la société civile et acteurs publics. Dans le cadre de ce programme, les associations membres travaillent sur plusieurs volets, tels que l'insertion professionnelle des jeunes et la participation citoyenne. Le Programme concerté Maroc est cofinancé d'une part par l'Agence française de développement (AFD) et d'autre part, par

12. Le discours royal du 30 juillet 2000.

13. CATUSSE & VAIREL, 2010, p. 8.

14. DELLEUR, 1999.

15. Voir une présentation du PCM sur le site de l'association « Solidarité Laïque » : <https://www.solidaritelaique.org/app/uploads/2015/08/PCMbassedef.pdf>.

l'association française « Solidarité Laïque ». Avec le soutien de cette dernière, la ville de Ouarzazate abrite en 2008 la cinquième rencontre territoriale du programme concerté Maroc des provinces de sud. Cette rencontre, selon les organisateurs, vise à initier les jeunes à la bonne gouvernance.

L'association Solidarité Laïque est un collectif de 48 organisations liées à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire. Elle est reconnue d'utilité publique¹⁶. Elle agit dans une vingtaine de pays, dont la France, pour lutter contre les inégalités et éduquer à la citoyenneté. Bien que l'association ait des antennes dans différents pays comme la Tunisie, elle n'a pas de siège au Maroc et travaille en partenariat avec des associations locales basées dans les différentes régions territoriales marocaines. Solidarité Laïque est considérée, à travers ses financements, comme le partenaire principal du Programme concerté Maroc. Elle finance les formations dont bénéficient les membres de ce programme, mais aussi leurs voyages et déplacements au Maroc et à l'étranger. Cette association vise à aider ses partenaires afin qu'ils puissent influencer les politiques publiques. Par ailleurs, Solidarité Laïque soutient la création des conseils des jeunes au Maroc. Elle a pour objectif d'accompagner ces derniers afin qu'ils constituent un « groupe de pression » qui peut influencer les politiques publiques adressées notamment aux jeunes. Cette vision se croise avec l'ambition des jeunes qui se mobilisent autour de ces conseils. Ceux-ci ont comme objectif de participer à l'élaboration des politiques publiques qui les concernent de près. Les jeunes veulent plaider, à travers ces conseils, pour la mise en place des mécanismes qui leur permettent de participer à la prise de décision. De plus, ils militent, comme le témoigne cet extrait d'entretien avec le coordinateur national des conseils des jeunes, pour que les autorités publiques mettent en place des dispositifs qui leur ouvrent la possibilité de participer et décider à côté des élus locaux. Il est observé que certains jeunes cherchent via ce dispositif à être reconnus comme partie prenante de l'action publique à côté des élus locaux.

Si on participe au moins à travers des invitations et la mise à disposition des moyens par le conseil communal, je pense que cela va jouer un rôle important. Ce qui manque ce sont les dispositifs. Il faut mettre en place des dispositifs, on les trouve dans les lois, mais réellement ils n'existent pas. Toutes les communes sont obligées de créer le comité d'équité et d'égalité des chances pour que les projets

16. Voir le site officiel de l'association (rubrique : qui sommes nous ?) : <https://www.solidaritelaique.org/>.

ne soient pas rejetés par le gouverneur, donc même si les élus ne veulent pas ils sont obligés de les créer¹⁷.

Les représentants des associations et des pouvoirs publics marocains participant au Programme concerté Maroc ont remarqué qu'en France il existe les conseils locaux des jeunes, d'où l'idée d'importer cette expérience au Maroc. Cela renvoie à la circulation internationale des modèles politiques et interroge le rôle des organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales dans « l'importation d'un modèle construit dans les pays dits du Nord appliqué dans les pays dits du Sud¹⁸ ». Cela explique comment ces pays dits du « sud » s'influencent par des dispositifs adoptés dans des pays ayant un contexte politique différent comme ceux dits du « nord ».

En 2010, à l'initiative de l'association Solidarité Laïque, une dizaine de conseils des jeunes a été créée dans différentes villes comme Safi, El Jadida et Fès. Ces conseils des jeunes ont émergé sans statut juridique et donc ne peuvent avoir ni local, ni soutien financier. La solution était alors que ces conseils soient parrainés par des associations locales, c'est-à-dire que chaque conseil des jeunes d'une ville soit parrainé par une association locale de la même ville.

Cinq ans avant la création du conseil des jeunes à Ouarzazate, la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) a connu des soulèvements et des mouvements de contestation. Ces soulèvements ont encouragé la jeunesse marocaine à se mobiliser autour du Mouvement 20 Février. Celui-ci a constitué un moyen important pour l'engagement militant des jeunes¹⁹. Comme dans les autres villes marocaines, la ville de Ouarzazate a connu la mobilisation des jeunes autour de ce mouvement, qui se réunissaient à la place Al Mouahidin au centre-ville. Cette place est considérée comme le lieu préféré des militants et des activistes pour contester et se mobiliser à l'échelon local ; c'est aussi le lieu où se réunissent les habitants de la ville pour se divertir.

Dans ce contexte régional marqué par le « printemps arabe²⁰ », le Réseau Marocain de Jeunesse et de Concertation (le RéMAJEC) a été créé. Sa création annonce par la même occasion la fin du « Programme concerté Maroc ». Ce réseau est composé d'une quarantaine de conseils des jeunes et d'environ

17. Entretien avec le coordinateur national des conseils des jeunes, mai 2017.

18. MAZEAUD, NONJON & PARIZET, p. 12.

19. SNIJDER, 2015, p. 19.

20. Les militants du mouvement amazigh au Maroc préfèrent l'appellation « Printemps démocratique ».

soixante-dix associations de la société civile. Sa mission principale, comme cela est indiqué dans les documents fondateurs, est de « faire de la jeunesse un levier essentiel du développement humain solidaire et démocratique dans le cadre d'une approche concertée et pluriacteurs²¹ ».

Ce réseau a le statut juridique d'une association déclarée à but non lucratif. Il est considéré comme le porte-parole de tous les conseils des jeunes au Maroc car il est le parrain officiel de la coordination nationale de ces conseils. Celle-ci, créée en 2015, est un organe consultatif sans statut juridique dont le rôle est le renforcement de la coopération et de la coordination entre les différents conseils des jeunes au niveau national.

Il est observé que la création du conseil des jeunes à Ouarzazate a été influencée par un contexte national qui, d'une part, encourage l'engagement des jeunes dans le secteur associatif, d'autre part contribue à l'élargissement des conseils des jeunes au niveau national. Sa création est aussi influencée par le rôle joué par des acteurs internationaux, comme l'explique celui joué par l'association française « Solidarité Laïque » dans la création de ces conseils dans différentes villes marocaines.

Pendant, l'intérêt accordé aux jeunes et à leurs conseils s'est renforcé et a été multiplié suite à la mobilisation de la jeunesse marocaine autour du mouvement du 20 février²². Cela peut expliquer le fait que nous sommes face à une institutionnalisation de la participation citoyenne des jeunes à travers la constitutionnalisation, en 2011, de cette participation dans la constitution du royaume.

D'où viennent ces jeunes ? Quel est leur profil ? Quelle est la composition de leur conseil au niveau local, c'est-à-dire dans la ville de Ouarzazate, et au niveau national à travers la coordination nationale des conseils des jeunes ?

La composition du conseil des jeunes à Ouarzazate

L'observation de la composition du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate permet de comprendre que le profil des membres est hétérogène. En effet, comme l'illustre le tableau 1, le conseil est composé de quatorze membres, dont cinq femmes ; le tiers des membres est titulaire du baccalauréat auquel s'ajoutent trois ans dans l'enseignement supérieur ; la plupart sont diplômés des filières de sciences humaines et sociales et sont âgés de 18 à 31 ans. Les membres du conseil des jeunes à Ouarzazate viennent de différentes associations de la province.

21. Voir le site officiel du réseau : www.remajec.org.ma.

22. BONO, 2013.

Celles-ci œuvrent dans des domaines liés au développement social ; elles organisent notamment des activités en faveur des enfants et des jeunes, comme des cours de soutien et des activités sportives ainsi que d'autres activités liées aux campagnes médicales et de sensibilisation sur les maladies de l'œil. Ces jeunes appartiennent à des tendances politiques différentes, certains sont apolitiques. Cette situation, selon les membres du conseil, n'a créé aucun problème entre eux ; les membres ont signé une charte qui insiste sur l'« autonomie » de leur conseil vis-à-vis de toute entreprise politique.

Nombre de membres du bureau	Genre	Provenance	Âge	Niveau d'études	Situation professionnelle	Appartenance politique
14	5 femmes/ 9 hommes	Associations des différentes communes de la province de Ouarzazate	18-31	Du baccalauréat à la licence	Entre demandeurs d'emploi/ fonctionnaire	Gauche, droite et apolitique

Tableau 1 : Profil des membres du conseil des jeunes à Ouarzazate

Les membres de ce conseil sont motivés par leur absence d'encadrement politique, ils ont le sentiment de ne pas être représentés dans les institutions publiques. Par ailleurs, ces jeunes ont pour ambition de plaider pour des questions qui sont prioritaires pour la province de Ouarzazate. Ils souhaitent plus particulièrement que leur ville soit dotée d'infrastructures nécessaires dans deux secteurs notamment : la santé et l'éducation. Ces jeunes plaident ainsi en faveur des problématiques relatives à la jeunesse de la ville.

L'engagement de ces jeunes autour du conseil des jeunes pour défendre des intérêts qui leurs sont spécifiques constitue une transformation dans le rapport des jeunes à l'action politique organisée²³. Les jeunes utilisent ce conseil pour s'organiser et se présenter comme partie prenante de l'action publique locale.

Le conseil des jeunes à Ouarzazate fonctionne avec un bureau exécutif. Ses membres organisent des réunions mensuelles ainsi que des rencontres hebdomadaires. Étant donné que le conseil n'a pas de local, les réunions sont organisées à la Maison des jeunes. Le conseil organise également des formations qui visent à renforcer les capacités de ses membres. Ces formations sont animées

23. RACHIK, 2006, p. 210.

bénévolement par des « experts ». L'objectif de celles-ci, selon le président du conseil, est d'aider les jeunes à avoir une éducation civique.

La composition du conseil des jeunes à Ouarzazate interroge celle de la coordination nationale des conseils des jeunes. En effet, celle-ci est composée d'un bureau, dont les membres sont élus par leurs représentants au niveau national.

Comme au niveau local, à Ouarzazate, le profil des jeunes membres de la coordination nationale des conseils des jeunes est hétérogène. Comme il est illustré dans le tableau 2, ces jeunes ont entre 18 et 35 ans, leur niveau d'études allant du niveau baccalauréat jusqu'à l'équivalent du Master. Il y a par ailleurs des membres de la coordination nationale au chômage qui sont à la recherche d'un premier emploi, tandis que trois membres de cette coordination parmi onze adhérents à des partis politiques de gauche. Cela explique, comme nous allons le voir dans la partie suivante, l'existence d'une certaine méfiance des jeunes vis-à-vis des partis politiques. Cette absence de confiance est enregistrée dans un contexte marqué par la crise de la représentation illustrée par la faiblesse de la participation électorale²⁴.

En ce qui concerne l'appartenance politique des membres de la coordination nationale des conseils des jeunes, il y a des membres qui appartiennent à des partis politiques qualifiés d'« administratifs », c'est-à-dire des partis politiques proches des pouvoirs publics, d'autres qui font partie de la jeunesse du parti au pouvoir, le PJD²⁵, et enfin une dernière catégorie appartient à des partis politiques de gauche.

Nbre des membres de la coordination	Genre	Provenance	Âge	Niveau d'études	Situation professionnelle	Appartenance politique
12	4 femmes/ 8 hommes	Un jeune représente chaque région territoriale du royaume	18-35	Du baccalauréat au Master	6 membres de la coordination sont salarié(e)s, les 6 autres sont soit demandeurs d'emploi soit étudiants	3 membres partisans (de gauche)

Tableau 2 : Profil des membres de la coordination nationale des conseils des jeunes

24. Tozy, 2008.

25. Partie de Justice et de Développement, celui-ci est qualifié d'« islamiste ».

Pour ces jeunes, le conseil des jeunes pourrait être considéré comme un espace ambitieux qui leur permet d'avoir une socialisation civique et politique. Ces jeunes gardent en mémoire la négligence des partis politiques vis-à-vis de leur catégorie sociale. Cela explique que le conseil des jeunes peut constituer un refuge face aux jeunes qui n'ont pas pu trouver de place au sein des organisations parallèles des partis politiques. Ces jeunes qualifient leur conseil comme un espace qui permet d'accroître ses ambitions, comme le souligne un membre du conseil des jeunes à Ouarzazate :

Le conseil des jeunes pourrait être un espace ambitieux pour les jeunes pour qu'ils s'engagent politiquement, car il y a une négligence des partis politiques de cette catégorie sociale²⁶.

Les conseils des jeunes peuvent être considérés comme une alternative et un espace innovant pouvant aider ces jeunes à instaurer une nouvelle culture politique de la revendication. Celle-ci annonce en même temps la rupture avec les actions violentes²⁷ qui ont marqué les années de 1970 et de 1980.

Ces jeunes mobilisés autour de ce conseil préfèrent la casquette civique, celle-ci permettant selon eux de faire des choses que la casquette politique ne permet pas. Cela permet de dire que les jeunes constituent une « image positive » de l'engagement civique, et *a contrario* une perception négative de la participation formelle²⁸. Ces jeunes se sentent plus autonomes et actifs dans l'engagement civil, qui leur donne la possibilité de devenir des leaders locaux. Par ailleurs, cet engagement leur ouvre des pistes pour avoir des partenaires nationaux et internationaux. Les jeunes ont le sentiment d'être plus valorisés et plus visibles au niveau local. Le souci de se sentir utile et d'avoir un engagement civique encourage ces jeunes à préférer la casquette civile plutôt que politique, comme en témoigne ces propos d'un membre de la coordination nationale des conseils des jeunes.

Je pense que la casquette civile est mille fois mieux que celle de la casquette politique car je fais pas mal de choses, je peux diriger, devenir un leader, signer des partenariats, cela me donne la possibilité de travailler comme je veux, mais en tant qu'acteur appartenant à la catégorie des jeunes cela ne marche pas car il faut que j'obtienne ma légitimité au sein du cercle de décisions, la casquette civile

26. Entretien avec un membre du Conseil des jeunes, Ouarzazate, mai 2019.

27. RACHIK, 2006, p. 211.

28. PITTI, 2016, p. 27.

ne me donne pas de pouvoir, je ne peux pas m'imposer. Je suis capable de faire beaucoup de choses si j'ai une casquette politique. Le changement est dû à la capacité personnelle, je vais chercher le financement ailleurs, à l'étranger²⁹.

Les jeunes, dans le cadre de leurs conseils, font valoir une capacité d'expertise³⁰. La part de la population de jeunes Marocains engagée dans une organisation politique de la jeunesse est estimée à moins de 1 %³¹. Ces conseils des jeunes peuvent être considérés comme des dispositifs permettant une politisation de la jeunesse, mais sans qu'ils soient une passerelle vers la société politique. Ceci renvoie à l'hypothèse selon laquelle les liens entre engagement associatif et sphère politique existent quel que soit le type d'association³². Mais dans le cas des jeunes qui se mobilisent autour de leurs conseils, ce lien ne donne pas toujours lieu à une politisation. Cela illustre que la participation citoyenne ne se traduit que rarement par une politisation effective des individus³³.

Bien que ces jeunes préfèrent l'engagement civil, ils déclarent n'avoir aucun problème avec l'engagement politique, et sont prêts à s'engager politiquement et à rejoindre les cercles de décision. Certains disent qu'ils ont toutes les compétences, acquises dans l'engagement civil, pour s'engager politiquement. Ces compétences leur permettent de gérer des communes. Les propos du président du conseil des jeunes à Ouarzazate montrent que ces conseils peuvent être une passerelle de ces jeunes vers les sphères politiques et pour développer une conscience politique.

Le conseil des jeunes pourrait être un pont pour passer à l'action politique, c'est ça le plus important pour nous car notre ambition est de construire une génération qui a une conscience politique³⁴.

Il est observé que ces conseils des jeunes ont contribué à l'émergence d'un nouveau *leadership* local composé notamment de jeunes ambitieux, instruits et surtout ouverts vers l'international. Ce nouveau *leadership* constitue-t-il un nouveau concurrent des élus locaux ?

29. Entretien avec un membre de la Coordination nationale des Conseils locaux des jeunes, mai 2017.

30. OFFERLÉ, 1998, p. 118.

31. SNIJDER, 2015, p. 22.

32. HAMIDI, 2010, p. 19.

33. TALPIN, 2013, p. 118.

34. Entretien avec le président du conseil des jeunes, Ouarzazate, le 05 mai 2019.

Le rapport conflictuel entre les membres du conseil des jeunes à Ouarzazate et les élus locaux

Comme nous l'avons démontré auparavant, dans le cadre de leurs rapports entretenus avec les acteurs politiques, les membres du conseil des jeunes à Ouarzazate adressent cependant des critiques aux partis politiques. Ces critiques sont centrées notamment sur les domaines liés à la jeunesse ainsi qu'aux activités de divertissement et de loisirs. Les partis politiques ne s'intéressent pas à la participation des jeunes dans la prise de décision. Même si les partis politiques au Maroc possèdent des organisations parallèles, dont celles des jeunes, cette catégorie sociale ne constitue pas un enjeu pour ces partis dans le renouvellement de leurs élites partisanes. Les jeunes membres du conseil des jeunes à Ouarzazate enregistrent par ailleurs un rapport conflictuel vis-à-vis des élus locaux. Selon les membres de ce conseil, l'élu local classe politiquement les jeunes et isole cette catégorie sociale. Cela est dû au fait que l'élu local perçoit le conseil des jeunes comme une structure qui réunit les opposants. Tout comme au niveau national, les jeunes membres du conseil de la ville de Ouarzazate ont l'impression d'être vus comme d'éventuels concurrents. Le rapport des jeunes avec les élus locaux est marqué par l'absence de confiance entre ces deux acteurs, voire même un rapport de « rivalité » et de concurrence. Certains membres du conseil des jeunes ne cachent pas leur souhait de décrocher, à titre indépendant, un poste au conseil communal sans passer forcément par un parti politique. Cette situation marque la défiance des jeunes envers les partis politiques³⁵. Les conseils des jeunes ne semblent pas avoir contribué à l'instauration d'une nouvelle relation entre les jeunes et les élus locaux. Cela explique par ailleurs « l'incapacité des jeunes à concurrencer les notables locaux qui mobilisent un capital social basé sur des alliances politiques, des moyens financiers plus importants dans les campagnes électorales³⁶ ».

Ils pensent qu'on est des concurrents. Par exemple, une fois je suis passé à la télé ; ils n'ont pas accepté³⁷.

À part quelques activités coorganisées avec des associations locales, comme celle organisée en partenariat avec trois associations de quartier³⁸, les membres

35. BENNANI CHRAÏBI, 1994.

36. KADIRI & ERRAHJ, 2015, p. 9.

37. Entretien avec le président du conseil des jeunes de la ville, Ouarzazate, le 05 mai 2019.

38. Le conseil des jeunes à Ouarzazate a organisé au mois de janvier 2017 une table ronde en partenariat avec trois associations de quartiers œuvrant dans les domaines de la culture et de

du conseil des jeunes à Ouarzazate rencontrent des difficultés pour trouver un interlocuteur local appartenant au conseil municipal. En revanche, comme nous allons le développer dans la partie suivante, les relations du conseil des jeunes à Ouarzazate dans les processus politiques ne se résument pas à son rapport avec les membres du conseil municipal. Dans ce cadre, les représentants du pouvoir central considèrent le conseil des jeunes comme un interlocuteur et comme un représentant de la société civile. Cela explique que dans le système politique local marocain, l'État central a plus de pouvoirs face aux pouvoirs limités dont disposent les collectivités territoriales telles que les communes. Cette situation peut influencer le rôle des acteurs locaux dans la gestion des affaires publiques locales et peut même renforcer le rapport conflictuel entre ces acteurs.

En outre, à Ouarzazate il existe des vallées présahariennes régies par un système tribal ; ce système a un impact sur la vie politique locale. Le président du conseil des jeunes de la ville a souligné que le problème tribal existe et que le conseil des jeunes a souffert du fait que ses membres ne soient pas des mêmes tribus que celles des élus locaux. Cela renvoie à ce que John Waterbury a évoqué sur la société marocaine qu'il a qualifiée de segmentaire³⁹, et démontre l'influence de la culture tribale sur les comportements de l'élite politique marocaine. Cette situation est décrite par un membre du conseil des jeunes à Ouarzazate.

Il y a aussi un problème tribal, appartenir à une tribu peut te créer des problèmes avec tel ou tel élu local⁴⁰.

Les élus locaux de la même ville adressent des critiques aux membres du conseil des jeunes. Ils soulignent leur absence sur le terrain et les accusent d'avoir utilisé le conseil des jeunes comme un refuge après avoir manqué un siège au conseil municipal. Du reste, le président du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate s'est présenté aux élections municipales et n'a pas pu décrocher un siège à la municipalité. L'engagement civique semble constituer pour lui une alternative à l'engagement politique.

Les élus locaux à Ouarzazate critiquent la manière avec laquelle le conseil a été créé. Pour eux, ce conseil n'est pas représentatif. Ils soulignent qu'une grande partie des jeunes de la ville n'était pas présente le jour de l'assemblée générale constitutive. Un élu local de la ville de Ouarzazate avance par ailleurs que les élus

la jeunesse. Cette activité a porté sur l'élaboration d'un mémorandum en faveur des jeunes de la province.

39. WATERBURY, 1975, p. 102.

40. Entretien avec un membre du conseil des jeunes, Ouarzazate, mai 2019.

locaux n'étaient pas présents lors de l'assemblée de création du conseil des jeunes. Ce conseil municipal ne considère pas le conseil des jeunes comme un interlocuteur et qu'une défiance existe entre les élus locaux et les jeunes membres du conseil des jeunes.

Le Conseil des jeunes de Ouarzazate n'a pas travaillé depuis sa création en 2016, il n'est pas présent sur le terrain, ses membres ne viennent pas aux sessions ordinaires de la commune. La façon avec laquelle ce conseil a été créé pose plusieurs questions, il n'y avait pas un représentant des pouvoirs publics locaux dans leur assemblée. Celle-ci n'a pas de légitimité, à mon avis ce conseil ne représente pas tous les jeunes de la ville de Ouarzazate, il n'est pas représentatif⁴¹.

Les jeunes distinguent entre deux catégories d'élus locaux : une qui est compétente, qu'il faut encourager et en même temps critiquer ; et une autre catégorie qui n'est pas compétente. Celle-ci, selon les jeunes, doit s'éloigner de la vie politique. L'argument des jeunes est que ces élus locaux ne connaissent même pas leurs prérogatives. La plupart ont un niveau primaire et ne seraient donc pas capables, aux yeux des membres du conseil des jeunes, de gérer des communes. Les propos de ce jeune témoignent que les membres de ce dernier doutent des compétences des élus locaux et de leurs capacités à assumer la responsabilité de la gestion des affaires locales. Cela pose la question du renouvellement des élites locales. Cette situation renforce la distance déjà existante entre les jeunes et les élus locaux.

La plupart des élus locaux n'ont même pas le baccalauréat, ils n'ont même pas le niveau collège, certains ne connaissent même pas la différence entre la session ordinaire et la session exceptionnelle du conseil communal. Ils ne connaissent même pas leur rôle en tant qu' élu local⁴².

De leur côté, les élus locaux perçoivent les jeunes mobilisés autour des conseils des jeunes d'une manière négative ; ils les qualifient de jeunes « isolés » qui ne communiquent pas. Certaines approches considèrent un jeune comme « un être déficitaire, un facteur de risque, ou encore une victime⁴³ ». Les jeunes, notamment résidant dans les quartiers populaires, sont vus par certains comme

41. Entretien avec un élu local, Ouarzazate, mai 2019.

42. Entretien avec un membre du Conseil des jeunes, Ouarzazate, mai 2019.

43. LABADIE, 2007, p. 36.

la « classe-objet » par excellence⁴⁴. Les élus locaux à Ouarzazate insistent sur l'importance de la communication avec les jeunes, mais celle-ci, selon eux, est difficile et a besoin d'un effort de la part des membres des conseils des jeunes. Un élu du conseil provincial de Ouarzazate confirme l'absence de communication entre les élus locaux et les jeunes membres du conseil des jeunes.

Nous n'avons jamais organisé une réunion avec le Conseil des jeunes, c'est eux qui sont responsables ; il faut que l'initiative vienne d'eux, il faut qu'ils assistent aux sessions organisées par la Commune, mais ils ne viennent jamais. Par contre, nous avons invité à plusieurs reprises des associations de quartier pour qu'elles assistent à des réunions et des formations. On les a même invitées à des réunions de consultation⁴⁵.

Comme nous l'avons souligné auparavant, parmi les objectifs du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate figure le fait de plaider pour lutter contre les problèmes dont souffre la province de Ouarzazate. Nous voudrions démontrer que les initiatives du conseil des jeunes de Ouarzazate ont eu des effets sur la relation des membres de ce dernier avec les représentants des autorités.

Le conseil des jeunes à Ouarzazate, entre initiatives et domestication

Le conseil des jeunes à Ouarzazate a lancé, depuis sa création en 2016, différentes initiatives. Celles-ci visent principalement les domaines de la jeunesse, de la culture et de la participation citoyenne, comme celle lancée dans le contexte du Covid 19 intitulée « le dialogue public élargi avec citoyennes et citoyens de la province de Ouarzazate ». Cette initiative lancée sur les réseaux sociaux pendant le confinement vise à recueillir les recommandations des habitants de Ouarzazate pour le développement de leur province. Suite à ce dialogue, un rapport sera rédigé par les membres du conseil, puis soit déposé au bureau du conseil provincial de la ville.

Par ailleurs, le conseil des jeunes à Ouarzazate a lancé et organisé d'autres initiatives, parmi lesquelles l'élaboration d'un mémorandum adressé au ministère

44. BOURDIEU, 1977, p. 1718, (apud HAMMIDI, 2010, p. 21).

45. Entretien avec un élu local, Ouarzazate, mai 2019.

de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, à travers lequel le conseil revendique la création d'une université dans la région de Draa-Tafillalt⁴⁶.

Avant ces deux initiatives, le conseil des jeunes de Ouarzazate a piloté une autre initiative qui concerne la situation de l'eau potable de la ville.

En effet, dans un contexte local marqué par la sécheresse et la situation de l'eau potable de la ville qui se caractérise par son mauvais goût et sa couleur trouble, les habitants de la ville de Ouarzazate ont manifesté le 25 juillet 2016 contre la mauvaise qualité de leur eau. Cette manifestation a duré une heure et demie et a connu la participation d'une dizaine de personnes. Les membres du conseil des jeunes ont rejoint la mobilisation, organisée devant le siège du Conseil municipal de la ville. Le bureau du conseil a lancé sur les réseaux sociaux un appel aux habitants de la ville pour manifester contre la mauvaise qualité de l'eau. En conséquence, l'autorité locale, à savoir la préfecture, a créé une commission qui porte le nom de « Commission locale chargée des problématiques relatives à l'eau ». Celle-ci est composée d'un représentant du pouvoir central (la préfecture), d'un représentant du Conseil municipal, des représentants des services extérieurs de l'État, dont la délégation provinciale de l'Office national de l'Eau potable, du président ainsi que le secrétaire général du conseil des jeunes. Ces derniers représentent la société civile et la population locale. L'invitation des jeunes, mobilisés autour du conseil des jeunes, pour participer aux travaux de ladite commission peut expliquer que les dispositifs participatifs, comme celui du conseil des jeunes, sont vus comme le souligne Marion Carrel comme une « stratégie institutionnelle pour contenir la nouvelle "classe dangereuse" dans une visée disciplinaire⁴⁷ ». Elle peut ainsi entrer dans le cadre de la mobilisation de leur expertise et de leur savoir-faire acquis suite à leur mobilisation et leur présence sur le terrain, mais aussi parce que ces jeunes ont montré leur capacité de mobilisation des habitants, comme le souligne un membre du conseil des jeunes à Ouarzazate :

Cette commission a été créée suite à une mobilisation des habitants de Ouarzazate pour protester contre la mauvaise qualité de l'eau potable. Ils nous ont invités parce qu'on était présents sur le terrain et nous avons mobilisé les gens pour qu'ils protestent contre

46. Cette région abrite des centres universitaires appartenant à des universités qui siègent dans d'autres villes (Meknès et Agadir) et ne font pas partie des provinces de la région.

47. CARREL, 2013, p. 18.

la mauvaise qualité de l'eau et pour qu'ils accélèrent les travaux du barrage Tiouine⁴⁸.

L'objectif de cette commission est centré sur la réalisation d'études techniques et l'organisation de visites de terrain afin de régler le problème de la mauvaise qualité de l'eau.

Les jeunes représentants du conseil des jeunes ont suggéré aux pouvoirs publics d'accélérer les travaux au barrage Tiouine. Cette commission locale a reçu un autre comité venant de la ville de Rabat, la capitale administrative du pays. Celui-ci avait pour objectif d'écouter et de noter les suggestions et les remarques des membres de ladite commission locale. Le comité venant de Rabat a enregistré les revendications des membres de la commission et leur a promis de lancer le barrage à l'automne 2019⁴⁹.

Les membres du conseil des jeunes ont contesté au départ le principe selon lequel les pouvoirs publics trouvent une solution à l'eau potable de la ville. Ils se sont mobilisés pour plaider en faveur de cette question. Quelques jours après avoir intégré ladite commission, la position des jeunes contre la mauvaise qualité de l'eau s'est modifiée. Les membres du conseil des jeunes justifient le changement de leur position par les arguments présentés par les autorités publiques.

La participation des jeunes membres du conseil des jeunes à l'action publique semble avoir transformé leurs revendications. Leurs objectifs fixés initialement ont été modifiés. Leur discours ressemble dorénavant à celui des pouvoirs publics. Les jeunes adoptent désormais de « nouveaux communs à l'ensemble des partenaires⁵⁰ ». La participation des jeunes dans une action locale, à travers la commission locale chargée des problématiques relatives à l'eau, leur a donné, comme le montre un extrait d'entretien avec le président du conseil des jeunes à Ouarzazate, la possibilité d'être informés et rassurés quant à la situation de l'eau potable et donc de se considérer comme un acteur qui peut contribuer au règlement de ce problème.

Notre contestation au départ était centrée sur trouver des solutions structurelles pour avoir de l'eau potable à Ouarzazate. Nous avons suggéré que cela ne peut se faire qu'à travers le barrage de Tiouine, c'était ça aussi ce que les habitants de Ouarzazate

48. Entretien avec un membre du conseil des jeunes, Ouarzazate, mai 2019.

49. Le barrage de Tiouine a été inauguré au printemps 2020.

50. LE NAOUR, 2005, p. 28.

revendiquent. Mais lorsque nous avons intégré la commission on a compris qu'il y a une stratégie de l'autorité et qu'il y a des contraintes face à l'action des pouvoirs publics et que l'eau n'est pas de mauvaise qualité. L'autorité nous a montré, à travers des documents et des visites aux laboratoires, que l'eau ne souffre pas de la mauvaise qualité. Techniquement elle est bonne et n'a aucun effet négatif sur la santé. Avant qu'on intègre la commission on pensait que l'eau n'était pas potable, mais lorsqu'on a rejoint cette commission on a découvert le contraire et on était convaincu de sa qualité⁵¹ !

La perception des jeunes quant à l'action publique locale en matière d'eau a changé suite à la stratégie de l'autorité publique centrale dans sa gestion de la contestation des habitants. Le fait de décrocher un siège au sein d'une commission locale créée par les autorités publiques constitue pour ces jeunes un grand exploit. Cela, selon eux, leur a permis de « représenter » les acteurs de la société civile et la population locale dans cette commission.

L'analyse du dispositif du conseil des jeunes met en évidence que ce dernier permet essentiellement de rapprocher les jeunes des représentants des pouvoirs publics et de modifier, en conséquence, leurs revendications. Les jeunes membres de ce conseil, comme en témoignent les propos d'un membre de ce conseil, ne cachent pas que le fait d'avoir un siège au sein de cette commission locale est une opportunité qui donne la possibilité aux membres du conseil d'augmenter leurs connaissances et de connaître de l'intérieur les enjeux des pouvoirs publics. Cette ambition a poussé ces jeunes à trouver une « excuse » aux représentants des pouvoirs publics : l'absence de communication des pouvoirs publics avec la population. C'est pourtant à cause de ce manque de communication, selon le président du conseil, que les habitants de la ville avaient été obligés de protester contre la mauvaise qualité de l'eau !

Les syndicalistes disent « prends quelque chose et négocie pour autre chose », nous avons pris une première chose : une place au sein de la commission pour qu'on représente la société civile. Il fallait qu'ils communiquent avec nous pour que tout le monde comprenne ce qui se passe. Ils nous ont montré à travers des documents officiels

51. Entretien avec le président du conseil des jeunes, Ouarzazate, le 05 mai 2019.

que l'eau est potable et qu'il y a des contraintes qui font que le barrage n'ait pas encore été lancé⁵².

À travers leur conseil, les jeunes ont utilisé la stratégie de la mobilisation et de la contestation en faveur d'une « cause locale » pour être invités et considérés comme un acteur de l'action publique locale. Cela leur a permis d'intégrer ladite commission chargée de trouver une solution à l'eau potable de la ville. Cette « tactique » montre que ces jeunes ont une capacité pour planifier leur intégration à la gestion des affaires publiques locales. L'enjeu de ces jeunes est centré dans un premier temps sur l'importance d'avoir une voix à l'intérieur de l'action publique locale, avant de jouer le rôle d'« influent » dans le cadre de cette action publique.

Cette expérience du conseil des jeunes à Ouarzazate montre comment un dispositif qualifié de « participatif » encourage les jeunes associatifs à se mobiliser en faveur des problématiques locales d'une ville dont les habitants sont peu contestataires. Elle montre par ailleurs qu'un conseil des jeunes peut être utilisé comme un espace de mobilisation et d'organisation de la contestation d'une catégorie sociale qui a le sentiment d'être marginalisée et éloignée de la gestion des affaires publiques locales.

Conclusion

Cette expérience du conseil des jeunes à Ouarzazate montre qu'il y a des usages croisés de ce dispositif par les jeunes, par les représentants du pouvoir central et par les élus locaux. Les enquêtes de terrain ont montré que les acteurs locaux ont un usage différencié de ce dispositif.

En effet, la participation des jeunes, mobilisés dans l'action publique locale autour du conseil des jeunes à Ouarzazate, montre que les dispositifs participatifs peuvent être utilisés comme un instrument qui vise à contrôler la colère de la jeunesse. Le contexte dans lequel ce dispositif s'est élargi semble aider les pouvoirs publics à canaliser la contestation des jeunes engagés dans des associations de la société civile. Les enquêtes de terrain montrent que les jeunes organisés autour d'un dispositif qualifié de participatif sont capables d'assurer leur entrée dans l'action publique locale, mais que cela engendre des effets inverses sur leur position de départ. Ce dispositif participatif ne permet que de rapprocher les jeunes des représentants des pouvoirs publics et de modifier, en conséquence, leurs revendications. Le dispositif du conseil des jeunes contribue ainsi à approuver le

52. Entretien avec un membre du conseil des jeunes, Ouarzazate, mai 2019.

discours et les arguments des représentants des pouvoirs publics par des jeunes qui contestaient auparavant une action publique locale.

L'entrée des membres du conseil des jeunes à Ouarzazate dans une action locale leur a donné la possibilité d'être informés et rassurés quant à la situation de l'eau potable de la ville. Cependant, ces jeunes sont devenus moins contestataires en entrant dans l'action publique locale. Ils sont satisfaits de rejoindre une commission locale créée par les autorités publiques. À cet effet, la raison de départ de leur contestation s'est transformée en acceptation de la stratégie de politique locale adoptée par les autorités publiques locales, à savoir la préfecture. Ces jeunes ont initialement manifesté contre la mauvaise qualité de l'eau. Suite à leur entrée dans l'action publique locale, ils deviennent les premiers défenseurs de cette stratégie des pouvoirs publics locaux.

Cependant, ce dispositif du conseil des jeunes a renforcé le rapport conflictuel qui existe déjà entre les jeunes et les élus locaux. Les observations sur le terrain ont montré que ce conseil des jeunes a permis de rapprocher les représentants du pouvoir central d'une catégorie sociale souvent qualifiée par les élus locaux d'« incompétente ». Ce même dispositif a contribué par la même occasion à consolider la distance entre ces élus locaux et les jeunes mobilisés autour de ce dispositif.

Bibliographie

BENNANI CHRAÏBI Mounia, 1994, *Soumis et rebelles : les jeunes au Maroc*, Éd. CNRS, Paris, 335 p.

BHERER Laurence, 2011, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques » in *Participations*, n° 1, p. 107-135.

BONO Irene, 2013, « Une lecture d'économie politique de la "participation des jeunes" au Maroc à l'heure du Printemps arabe » in *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, p. 1451-66.

CARREL Marion, 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, ENS, Lyon, 274 p.

CATUSSE Myriam & VAIREL Frédéric, 2010, « Le Maroc de Mohammed VI : mobilisation et action publique » in *Politique africaine*, n° 120, p. 5-104.

- CHATTOU Zoubir, 2015, « Regards critiques des jeunes Marocains sur leur place dans la vie politique nationale et les mobilités vers l'Europe » in *Revue Alternatives rurales*, Hors-séries, p. 4756.
- GOURGUES Guillaume, 2012, « Des dispositifs participatifs aux politiques de la participation. L'exemple des conseils régionaux français » in *Participations*, n° 2, p. 30-52.
- HAMIDI Camille, 2010, *La Société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans les associations de quartier*, Économica, Paris, 230 p.
- KADIRI Zakaria & ERRAHJ Mostafa, 2015, « Leadership rural au Maroc, entre jeunes et notables » in *Revue Alternatives rurales*, Hors-séries, p. 5768.
- LABADIE Francine, 2007, « Politiques locales de jeunesse et territorialisation de l'action publique » in *Agora débats/jeunesses*, n° 43, p. 30-43.
- LE NAOUR Gwenola, 2005, « Entrer dans l'action publique en la contestant » in *Politix*, n° 70, p. 9-28.
- MAZEAUD Alice, NONJON Magali & PARIZET Raphaëlle, 2016, « Les circulations transnationales de l'ingénierie participative » in *Participations*, n° 14, p. 5-35.
- OFFERLÉ Michel, 1998 [1994], *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 158 p.
- PITTI Iliaria, 2016, « Participation civique et politique des jeunes : rôle des relations intergénérationnelles » in *Agora débats/jeunesses*, n° 73, p. 21-34.
- RACHIK Hassan, 2006, « Jeunesse et changement social » in *Rapport 50 ans de Développement Humain au Maroc*, p. 139-215.
- SNIJDER Mark, 2015, « Le travail de jeunesse au Maroc et la participation des jeunes à l'échelon local » in *EuroMed Youth IV Programme*, 22 p.
- TALPIN Julien, 2013, « Former ou politiser les participants ? Comment se fabriquent les savoirs citoyens dans un quartier populaire de Séville » in DEBOULET Agnès & NEZ Héloïse (dir.), *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, PUR, Rennes, p. 117124.

TOZY Mohamed, 2008, "Islamists, Technocrats, and the Palace" in *Journal of Democracy*, Vol. 19, n° 1, p. 3441.

WATERBURY John, 1975, *Le Commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite*, PUF, Paris, 399 p.

Résumé : Cet article porte sur un dispositif participatif mis en place au Maroc : les conseils des jeunes. Ceux-ci ont pour objectif d'associer la jeunesse marocaine à l'élaboration des politiques publiques locales. Il vise à interroger les usages différenciés de ce dispositif par les acteurs de l'action publique locale. Comment les conseils des jeunes transforment-ils les jeunes qui y participent, mais également comment ces derniers parviennent-ils à influencer l'action publique locale ? Telle est la question à laquelle nous voudrions présenter des éléments de réponse dans le cadre de cette recherche.

La question du lien entre jeunes et politiques publiques est liée à l'usage des dispositifs publics par cette catégorie sociale. Dans ce sens il est important ici de chercher à comprendre comment des acteurs qui contestent ouvertement un ou plusieurs aspects de l'intervention publique finissent par devenir acteurs de cette même politique publique. L'hypothèse à démontrer dans ce cadre, à partir de l'expérience du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate, est que les jeunes qui contestent une stratégie d'une politique publique locale finissent par accepter cette stratégie suite à leur entrée dans l'action publique locale.

Cette recherche s'appuie sur le recueil des données qualitatives issues d'entretiens semidirectifs réalisés entre mai 2017 et mai 2019 auprès des membres de la coordination nationale des conseils des jeunes, des jeunes mobilisés autour du conseil des jeunes et des élus locaux dans une ville ayant une situation socioéconomique différente des grandes métropoles marocaines : Ouarzazate. Les enquêtes de terrain montrent que les jeunes organisés autour d'un dispositif qualifié de participatif sont capables d'assurer leur entrée dans l'action publique locale, mais cela engendre des effets inverses à leur position de départ. Ce dispositif participatif ne permet que de rapprocher les jeunes des représentants des pouvoirs publics et de modifier, en conséquence, leurs revendications. Le dispositif du conseil des jeunes contribue ainsi à approuver le discours officiel par des jeunes qui contestaient auparavant une action publique locale.

Mots-clés : Jeunes, élus locaux, conseil des jeunes, participation citoyenne, dispositifs participatifs, action publique locale, circulation des modèles politiques, science politique, Maroc.

Youth and Public Participation Mechanisms in Morocco. The Case of the Youth Council in the City of Ouarzazate

Abstract: This article deals with youth councils, one of the mechanisms for participatory democracy established in Morocco. Their objective is to facilitate the full and active participation of young people in public policy design and implementation. This article specifically addresses the use made by different types of local actors of this facility.

How do youth councils impact youth who are participating in these structures? How do youth manage to influence local policies? Those are the two main questions that we will try to answer in this paper.

The link between youth and public policy is linked to the use made by young people of the public participation mechanism. In this sense, it is critical to try to understand how actors who openly challenge one or more aspect of the public intervention end up becoming actors themselves within that public policy. We will try to demonstrate, from the experience of a youth council established in the city of Ouarzazate, that young people challenging public interventions end up accepting the precise interventions they vehemently opposed once they start joining the formal participatory structures.

This research is based on the collection of qualitative data from semidirect interviews with members of the national coalition of youth councils, with young people organized around the local youth council and with local elected officials in Ouarzazate. Field surveys show that young people organized around a so-called participatory mechanism can ensure their entry into local public action, but as a result, adopt a position at the opposite of what it originally was. This participatory mechanism manages to bring young people closer to government representatives and, as a result, impacts on their demands. The youth council's process thus helps to mediate the approval of the official state discourse by young people who previously challenged local public action.

Keywords: Youth, local Authorities, Youth council, Citizen participation, Participatory mechanism, Local public policy, Political science, Morocco.

الشباب وأليات المشاركة المواطنة بالمغرب: حالة مجلس الشباب بمدينة ورزازات

ملخص الدراسة: رامت هذه الدراسة، بناء على تجربة مجالس الشباب بالمغرب، تتبع تلكم العلاقة التي تربط بين فئة الشباب من جهة والسياسات العمومية من جهة أخرى. ولا شك أن طبيعة هذا البحث قد طرحت ثلة من الأسئلة التي تستدعي استقراء يمكن من الإجابة عنها، وهي من قبيل: ما أبرز التحولات الطارئة على فئة الشباب نتيجة انخراطهم في مجالس الشباب؟ وكيف لتلك الفئة أن تؤثر في السياسات العمومية المحلية؟

إن الفرضية التي تنطلق منها الدراسة، بناء على تجربة مجلس الشباب لمدينة ورززات، مفادها أن الشباب الذين يعارضون استراتيجية سياسة عمومية محلية ينتهي بهم الأمر بقبول هذه الاستراتيجية بعد إدماجهم في تدبير هذه الأخيرة. ومن أجل تبيان ذلك، أجريت مجموعة من المقابلات النصف موجهة، ما بين شهري ماي/ أيار 2017 وماي/أيار 2019، بحيث عقد لقاء مع ممثلي التنسيق الوطنية لمجالس الشباب بالمغرب، فضلا عن ممثلي مجلس الشباب بمدينة ورززات، بالإضافة إلى مستشارين جماعيين بنفس المدينة. لقد أظهرت المعطيات الميدانية للدراسة، ما للشباب من قدرات على الانخراط في الأنشطة المرتبطة بالسياسات العمومية المحلية، غير أن ذلك الانخراط يعطي نتائج عكسية للدوافع التي من أجلها أسس هؤلاء الشباب مجلسهم. إذ بينت نتائج الدراسة، أن مجالس الشباب تساهم في خلق نوع من التقارب بين الشباب وممثلي السلطات العمومية على المستوى المحلي، مما يسهل دمج هذه الفئة في السياسات العمومية المحلية. بالمقابل، يساهم هذا الإدماج في تغيير وتوجيه مطالب فئة الشباب بعد إشراكهم في السياسات واللجان المحلية، كما يساهم ذلك في دفعهم إلى تبني خطاب مماثل لخطاب ممثلي السلطات العمومية المحلية. الكلمات المفتاحية: الشباب، المستشار الجماعي، مجالس الشباب، المشاركة المواطنة، الآليات التشاركية، السياسات العمومية المحلية، علم السياسة، المغرب.